vinetur

Les producteurs italiens appellent à suspendre les nouvelles plantations de vignes alors que les stocks atteignent 41 millions d’hectolitres

Dans le Piémont, les acteurs du secteur estiment que le recul de 12 % de la consommation mondiale de vin pèse sur les prix et les marges.

vendredi 20 novembre 2026



Des producteurs de vin, des économistes et des responsables régionaux du Piémont ont déclaré jeudi 19 novembre que le secteur viticole italien était confronté à un déséquilibre croissant entre l'offre et la demande, alors que la consommation recule et que les stocks augmentent. Ils ont appelé à un encadrement plus strict des nouvelles plantations de vignes et à d'autres mesures de régulation du marché.

Le débat s'est tenu au château de Grinzane Cavour, lors d'une conférence organisée par Confagricoltura Cuneo sur le marché du vin, la santé et l'évolution des perspectives du secteur. Les intervenants ont indiqué que la pression était alimentée par le recul de la demande mondiale, la hausse des coûts de production et l'affaiblissement des prix, même si certains marchés à l'exportation résistent.

La fédération nationale du vin de Confagricoltura a indiqué que les stocks de vin italien s'élevaient à 41 millions d'hectolitres au 30 septembre, contre 36 millions d'hectolitres un an plus tôt. Cette hausse a renforcé les inquiétudes du secteur : l'excédent d'offre pourrait encore réduire les marges et imposer des décisions difficiles concernant les rendements, les plantations et les mesures d'urgence sur le marché. Pour l'ensemble du secteur des boissons, cette accumulation de stocks est importante, car une pression

prolongée sur les prix et la rentabilité du vin peut peser sur les investissements, les dépenses de promotion et la composition des gammes, notamment à mesure que la demande évolue au sein de la catégorie.

Enrico Allasia, président de Confagricoltura Cuneo et de Confagricoltura Piemonte, a déclaré que le monde du vin était sous pression, en raison de la hausse des stocks, de l'augmentation des coûts agricoles et de l'incertitude sur les marchés internationaux. La situation n'est pas uniforme dans toute l'Italie, ni même dans le Piémont, où les résultats à l'exportation et les prix varient selon les territoires et les appellations. La tendance générale du marché est toutefois devenue difficile à ignorer.

Gian Luca Demaria, qui dirige la section viticole de Confagricoltura Piemonte, a indiqué que le Piémont comptait 44 961 hectares de vignes, dont 42 786 hectares, soit 95 %, étaient consacrés aux vins DOC et DOCG. La production régionale s'est élevée à environ 2,1 millions d'hectolitres en 2025. Dans le même temps, la structure du secteur a fortement évolué. Entre 2010 et 2025, le nombre d'exploitations viticoles du Piémont est passé de 19 229 à 11 153, soit une baisse de 42 %. La superficie viticole a augmenté dans la province de Cuneo, tandis que celles d'Asti et d'Alessandria ont perdu des hectares ; dans les principales provinces productrices, les terres sont désormais concentrées entre les mains d'un plus petit nombre d'entreprises.

Demaria a plaidé pour la suspension des autorisations de nouvelles plantations et le recours aux vendanges en vert dans les zones où cela s'avère nécessaire. Il a également estimé que tout arrachage volontaire de vignes qui ne sont plus économiquement viables devait être envisagé avec prudence. Sa position reflète un message plus général porté lors de la réunion : les producteurs souhaitent disposer d'outils pour mieux ajuster la production à une demande en baisse, mais beaucoup hésitent à recourir trop tôt ou trop largement à des mesures radicales.

Denis Pantini, responsable de Wine Monitor chez Nomisma, a présenté des données qui illustrent l'ampleur du ralentissement de la consommation. Au cours des 20 dernières années, la consommation mondiale de vin a reculé de 12 %, passant d'environ 250 millions d'hectolitres à moins de 210 millions. En Italie, elle est passée de 24,2 millions d'hectolitres en 2021 à 20,2 millions en 2025. Selon Pantini, la fréquence de

consommation diminue et l’âge moyen des consommateurs augmente. Le recul touche particulièrement les vins rouges tranquilles, tandis que les vins effervescents ont gagné des parts de marché.

Cette évolution se retrouve aussi dans les données commerciales. Le Piémont a exporté pour 567 millions d’euros de vin au premier semestre 2026, soit une hausse de 2,3 % sur un an. Toutefois, pour les vins rouges AOP de la région, les volumes exportés ont progressé plus rapidement que leur valeur, ce qui implique une baisse du revenu unitaire moyen. Les producteurs sont ainsi confrontés à un problème bien connu : les expéditions peuvent continuer d’augmenter tandis que les recettes par bouteille diminuent.

Plusieurs intervenants ont évoqué la France comme exemple de la manière dont les pouvoirs publics réagissent à l’affaiblissement de la demande. Ludovic Roux, viticulteur français et vice-président du groupe de travail vin de Copa-Cogeca, a déclaré que la France avait déjà financé l’arrachage de 10 000 hectares dans la région de Bordeaux. Des programmes nationaux ont ensuite mobilisé 110 millions d’euros pour 2025 et 120 millions d’euros supplémentaires pour 2026. Les superficies viticoles susceptibles d’être concernées par ces deux programmes sont respectivement d’environ 27 000 et 30 000 hectares, même si, selon Roux, ces chiffres correspondent à une capacité théorique d’intervention et non à des superficies déjà arrachées. Il a également indiqué que la France avait distillé environ 3,2 millions d’hectolitres de vin entre septembre 2023 et mai 2024, pour un coût d’environ 200 millions d’euros.

Lors de la conférence, les producteurs italiens n’ont pas présenté la distillation ou l’arrachage comme des solutions à privilégier. Christian Marchesini, président de la fédération nationale du vin de Confagricoltura, a déclaré que la filière demandait un plan de promotion, la suspension des autorisations de nouvelles plantations et des outils de gestion de l’offre adaptés aux conditions régionales. Selon lui, la distillation exceptionnelle et l’arrachage ne devraient être mis en œuvre que lorsqu’ils sont indispensables, sans détourner de ressources des investissements et de la promotion.

Le débat a également porté sur les questions de santé qui continuent d'influencer la consommation de vin. Attilio Giacosa, président d'un institut spécialisé dans la recherche sur le vin, l'alimentation et la santé, a évoqué des études épidémiologiques sur la consommation modérée et la place du vin dans le régime méditerranéen. Ses propos s'inscrivent dans un contexte où les autorités sanitaires continuent de mettre en garde contre les risques liés à la consommation d'alcool. Cette tension fait désormais partie du paysage commercial auquel les producteurs de vin sont confrontés, alors que les habitudes des consommateurs évoluent et que les messages de santé publique se font plus stricts.

Lors de la discussion de clôture, le producteur Angelo Gaja a déclaré que le secteur devait rééquilibrer la production et la demande, qu'il a estimée à environ 35 millions d'hectolitres sur la base d'une analyse partagée avec certains de ses collègues. Il a également évoqué l'incertitude entourant d'éventuels droits de douane américains et estimé que les vins italiens devaient renforcer leur positionnement commercial.

Paolo Bongioanni, conseiller régional du Piémont chargé de l'Agriculture, a annoncé que le gouvernement régional convoquerait une Table verte le 30 novembre et élargirait la réunion aux consorzi de tutela. La région attend également en décembre les premiers résultats d'un observatoire du vin mis au point avec Agrion et l'Université de Turin. Les producteurs et les responsables publics devraient s'appuyer sur ces données pour déterminer jusqu'où aller dans la maîtrise de la production.